

Ventes de véhicules au Canada et aux États-Unis — octobre 2019

CANADA

Les ventes d'automobiles au Canada ont reculé légèrement de 0,6 % sur un an (en données non désaisonnalisées) en octobre. Il est possible que les coûts de financement aient freiné les ventes; après avoir atteint des creux ayant favorisé les ventes en été, le rendement des obligations d'État à dix ans a augmenté durant la majorité du mois d'octobre, rejoignant le sommet atteint en septembre. Les premières estimations suggèrent également que les ventes destinées aux parcs automobiles ont fait du surplace en octobre, ce qui n'a pas permis de compenser la baisse des ventes au détail. Toujours est-il que les effets de base pourraient avoir freiné la hausse modeste des données sur les ventes du mois considéré, les ventes relativement bonnes d'octobre 2018 ayant fait figure d'exception dans un automne 2018 riche en défis. En fait, le rythme des ventes en données désaisonnalisées du mois considéré a progressé de 4,5 % en glissement mensuel (en voie d'atteindre 1,95 million d'exemplaires vendus en données annualisées et désaisonnalisées), marquant une certaine constance dans un contexte de forte instabilité d'un mois à l'autre. Sinon, les données fondamentales du marché sont demeurées solides; la croissance de l'emploi et des salaires reste forte, les marchés de l'immobilier reprennent du poil de la bête et la croissance du crédit à la consommation demeure vigoureuse. Les ventes depuis le début de l'année se maintiennent à 1,94 million d'exemplaires, ce qui correspond à nos prévisions de ventes annuelles pour 2019.

ÉTATS-UNIS

Aux États-Unis, les ventes d'automobiles ont à nouveau enregistré une baisse de 1,8 % sur un an (en données non désaisonnalisées) en octobre. Ce recul fait suite au brusque déclin du mois dernier de 11,3 % sur un an (en données non désaisonnalisées). Depuis le début de l'année, les ventes ont reculé de 1,2 % (en données non désaisonnalisées). En données désaisonnalisées, les ventes ont également reculé de 3,4 % en glissement mensuel, à raison de 16,55 millions d'exemplaires vendus en données annualisées et désaisonnalisées. Le report de ventes découlant de la grève dans les usines de GM a probablement eu une incidence sur ces résultats, les ventes de GM aux États-Unis perdant près de 14 % sur un an (en données non désaisonnalisées) en octobre, comparativement à un rythme de ventes depuis le début de l'exercice de -1,5 %. Sinon, les indicateurs sur les finances des ménages ont été positifs en octobre. La croissance de l'emploi a notamment surpassé les attentes et les salaires ont continué de progresser, s'améliorant de 3 %. L'indice de la confiance des consommateurs a reculé légèrement, mais demeure élevé. Toujours est-il que l'essoufflement des indicateurs liés à l'activité des entreprises dans un contexte de forte incertitude commerciale et politique pèse sur les perspectives. Les ventes depuis le début de l'année se maintiennent à 16,9 millions d'exemplaires, en données annualisées et désaisonnalisées. Nous prévoyons une légère augmentation des ventes d'ici la fin de l'année, celles-ci devant se chiffrer à 17 millions d'exemplaires vendus en 2019.

Perspectives des ventes de véhicules automobiles au Canada et aux É.-U.

	2000–17	2018	2019	2020p	2021p
	janv-oct** Annuel p				
(Milliers d'unités, taux annuel)					
Canada	1 704	1 983	1 938	1 940	1 915
Automobiles	762	575	502	504	440
Production intérieure	484	377	320	321	281
Importations	278	198	182	183	160
Camions légers	942	1 407	1 436	1 436	1 475
(Millions d'unités, taux annuel)					
États-Unis	14,7	17,2	18,3	17,0	17,0
Automobiles	6,9	5,1	6,1	4,6	4,1
Camions légers	7,9	12,1	12,2	12,4	12,9
(Millions d'unités, taux annuel)					
Production nord-américaine*	15,0	17,5	16,7	16,8	17,4
Canada	2,2	2,0	1,9	1,9	1,7
États-Unis	10,0	11,3	10,9	10,9	11,6
Mexique	2,7	4,1	3,9	4,0	4,1

*Comprend les camions légers, intermédiaires et lourds. Sources: Ward's Automotive Reports, DesRosiers Automotive Consultants Inc., Global Automakers of Canada, Statistique Canada. **Estimations de la Banque Scotia.

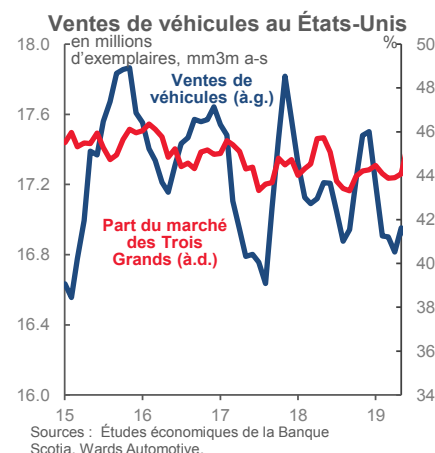
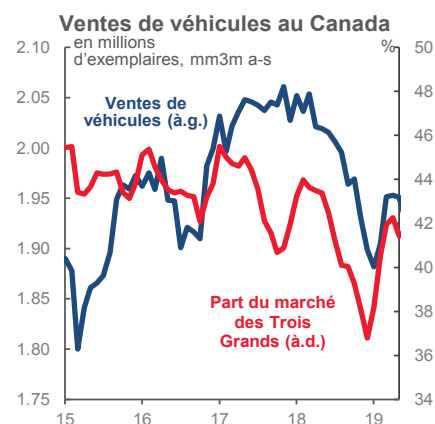
RENSEIGNEMENTS

Rebekah Young, première directrice, Politiques économiques provinciales et fiscales

416.862.3876

Scotiabank Economics

rebekah.young@scotiabank.com



Ventes de véhicules au Canada et aux États-Unis

	sept '19	oct '19	Cumul annuel
(évolution en % sur un an en données non désaisonnalisées)			
Canada	-3,9	-0,6	-3,3
É.-U.	-11,3	-1,8	-1,2
(évolution en % sur un mois en données désaisonnalisées)			
Canada	-7,0	4,5	-3,4
É.-U.	1,0	-3,4	-1,6

Sources: Études économiques de la Banque Scotia, Wards Auto, DesRosiers Automotive Consultants Inc., Global Automakers of Canada (représentant tous les concessionnaires).

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutive découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de cochefs de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.

^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont Scotiabanc Inc., Citadel Hill Advisors L.L.C., The Bank of Nova Scotia Trust Company of New York, Scotiabank Europe plc, Scotiabank (Ireland) Limited, Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Scotia Inverlat Casa de Bolsa S.A. de C.V., Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V. et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.